



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection
des Populations de la Vendée**

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL TESSIER

27 rue des Hautes Nouzières
85490 Benet

Références : 26-0815 nc
Code AIOT : 0058500278

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement EARL TESSIER implanté La Cabane à Chiron 85490 Benet. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est faite dans le cadre du Programme d'Actions Nationales 2026 sur la normalisation des fientes séchées et la gestion des produits dangereux pour l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL TESSIER
- La Cabane à Chiron 85490 Benet
- Code AIOT : 0058500278
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL TESSIER est une exploitation de poules pondeuses élevées dans 2 bâtiments avec fabrication d'engrais organique constitué de fientes séchées. La production est d'environ 720 t/an soit 4,2 t/jour de fientes séchées.

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation au titre des installations classées sous la rubrique 3660-a « élevage de volailles de plus de 40 000 emplacements » pour un maximum de 131.260 volailles et la rubrique 2170-2 « fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques ». L'EARL TESSIER est réglementée par un arrêté préfectoral n° 11-DRCTAJ/1-690 en date du 1^{er} septembre 2011.

Thèmes de l'inspection :

- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 01/09/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 01/09/2011, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	conforme
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	conforme
3	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Préfectoral du 01/09/2011, article 10	conforme
4	Tuyauteries et canalisations des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	conforme
6	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 01/09/2011, article 15	conforme
7	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	conforme
8	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II	conforme
9	Registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	conforme
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement entretenu. Des travaux sont en cours (modification du bâtiment B1 avec aménagement de volières) sans déclaration au préalable en préfecture. L'arrivée d'un nouvel exploitant n'a pas fait non plus l'objet d'une déclaration en préfecture

L'établissement ne réalise pas l'ensemble des analyses de conformité à la norme NF 42-001 en termes de rythme de contrôle et types de recherches. Cette non-conformité a déjà été relevée lors de la précédente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : L'exploitant respecte les capacités de production autorisées :- la dernière mise en place de poules pondeuses (8 et 9 juillet 2024) comptait 116 697 volailles pour une autorisation maximale à 131 260 volailles ; - la quantité de fientes séchées produite varie de 15 T/semaine en début de production à 28 T/semaine en fin de production soit une production maximale de 4 T/j (autorisée à 4,2T/j) et une production annuelle (de juillet 2024 à juillet 2025) de 1361 T.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les abords du site sont entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2011, article 10
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les ouvrages de stockage des effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Ils sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Constats : Les fientes sont convoyées par des tapis équipés de couverture vers le séchoir puis le hangar de stockage. Il n'y a aucun écoulement de jus. Les zones extérieures sont propres. Le bâtiment de stockage est suffisamment dimensionné. Les manipulations se font en intérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tuyauteries et canalisations des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
Constats : Les tapis convoyeurs des fientes sont facilement accessibles et régulièrement entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2011, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déjections (fientes de poules pondeuses) issues de l'élevage font l'objet d'un séchage sur le site et le produit obtenu est conforme à une norme visé dans l'arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes. La conformité des fientes séchées déshydratées à une norme est réalisée par le recours aux analyses prévues par l'arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de cultures normalisés : - une analyse trimestrielle des teneurs en éléments essentiels constituant le critère de classement de la norme - une analyse semestrielle de recherche de métaux lourds - une analyse régulière de recherche des germes pathogènes. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition des services compétents pendant une période de 3 ans à compter de la fabrication du produit.
Constats : Le rythme des analyses pour vérifier la conformité à la norme n'est pas respecté. L'exploitant a réalisé : - 3 analyses sur les 4 annuelles demandées sur les paramètres agronomiques (28/01/25, 22/07/25 et 23/02/26, la précédente datant du 25/04/24). Les analyses de 2025 ne font pas référence à aucune norme et celle de 2026 fait référence à la norme erronée NFU 44-051 Fumier de type 1 et non NFU 42-001 engrais organiques. - 1 analyse sur les métaux lourds en date du 23/02/26 ; la précédente datant de 2021 ; - seul le rythme triennal de recherche des germes pathogènes est respecté : dernières analyses du 23/02/26 et 15/02/23.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir des analyses visant la norme NFU 42-001 comprenant : - une recherche des éléments traces métalliques 6 mois après la précédente analyse - deux recherches des paramètres organiques déclarés sur l'étiquetage à intervalle de 3 mois et 6

mois après la précédente analyse
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2011, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Une traçabilité du produit commercialisé est mise en place conformément aux dispositions du décret n° 80-478 du 16 juin 1980. Un registre indiquant l'état des stocks et la destination des fientes est tenu à jour.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre des entrées et sorties des fientes produites par semaine. Le destinataire est indiqué sur chaque ligne de départ et un bon de livraison est établi avec indication de la norme NFU 42-001 sans qu'elle soit vérifiée par les analyses correspondantes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.
Constats : L'exploitant a installé une nouvelle cuve à fuel double paroi (suite à la non-conformité relevée lors de la dernière inspection). Sa capacité est de 3 325 litres et sert au groupe électrogène.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à

<p>une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand récipient ; -50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; -dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits toxiques ou dangereux pour l'environnement (produits de maintenance, produits de nettoyage-désinfection ...) sont stockés sur rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registre des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et le risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données et de sécurité.</p> <p>Ces documents sont intégrés au registre mentionné à l'article 14</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données et de sécurité sont présentes dans le registre des risques (point de non-conformité relevé lors de la précédente inspection).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Risque</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a équipé son site d'une poche de réserve incendie d'une capacité de 120 m³ en remplacement d'une ancienne fosse.</p> <p>Ce poteau incendie artificiel a fait l'objet d'une validation par le SDIS (répertorié dans la base de données du SDIS sous le n° 020-0151).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2011, article 2
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Toute modification notable de fonctionnement de l'installation, ainsi que toute transformation dans l'état des lieux, sont portées à la connaissance du Préfet, avant leur réalisation, accompagnées des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Le bâtiment B1 juste vidé est en cours de transformation interne pour modification du mode d'élevage des poules pondeuses. La rénovation va s'étaler sur plusieurs mois et la prochaine mise en place se fera en décalée par rapport au bâtiment B2. Un nouvel exploitant va rejoindre le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déclarer en préfecture les modifications en cours au niveau du bâtiment B1(aménagement intérieur, nombre de volailles présentes, type d'élevage...) avant la réalisation des travaux et déclarer le nouvel exploitant avant son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois